

## Élection présidentielle au Sénégal (février 1993) : « SOPI » pour la jeunesse urbaine

**C**OMME dans la plupart des pays africains, la jeunesse constitue une composante majeure de la vie politique au Sénégal.

Passionnés, bouillonnants, vindicatifs, mais également amers, désorientés et attentistes, les jeunes des principaux centres urbains du Sénégal ont occupé une place importante lors de la campagne pour l'élection présidentielle du 21 février 1993.

L'état d'esprit des jeunes urbains, largement scolarisés et très politisés, est aisément perceptible au travers des débats spontanés qui animent la majeure partie des rassemblements de jeunes dans tous les quartiers des principales villes. Il s'illustre par la virulence des critiques envers le pouvoir en place, une grande appréhension, teintée d'inquiétude, face à l'avenir, et un désir profond de changement radical qui s'exprime par une adhésion massive des jeunes à la cause du *sopi* (1).

### **La condamnation totale de « L'État-PS »**

L'état d'esprit de la jeunesse est d'abord caractérisé par une condamnation totale et sans appel du pouvoir en place : le régime d'Abdou Diouf communément appelé « L'État-PS ».

Cette immense colère rend ce régime responsable à la fois de l'absence de perspectives d'avenir pour les jeunes, de la crise et du déclin du Sénégal, ainsi que de l'inertie d'un système autocratique et clientéliste que la jeunesse des villes ne supporte plus.

*« Le régime Diouf nous empêche d'avoir un avenir ! »*

Le premier grief retenu par les jeunes des villes à l'encontre du régime, relève de leur préoccupation quant à leur propre avenir.

Pour la plupart d'entre eux, le clientélisme qui caractérise le régime en place leur bouche toute perspective de réaliser leurs projets personnels dans la vie professionnelle. Il n'est tout simplement pas envisageable à l'heure actuelle, pour un jeune Sénégalais, de formuler un projet ou d'espérer trouver une situation gratifiante en rapport avec son niveau de formation, sans l'appui d'un parent influent dans l'organigramme du PS et des pouvoirs publics.

Cette situation entraîne un certain désintérêt pour les formations supérieures universitaires puisque les critères de choix des candidats à une fonction ne relèvent pas des compétences personnelles mais du degré d'affiliation au parti au pou-

voir. Il est fréquent de rencontrer à Dakar ou à Saint-Louis de jeunes bacheliers qui affirment préférer la « débrouille » et le « business » parallèle plutôt que d'aller perdre leur temps à obtenir un diplôme universitaire qui ne constitue nullement un visa pour la vie professionnelle.

Le chômage des jeunes, véritable fléau au Sénégal, touche toutes les catégories puisque chaque année, 100 000 jeunes dont 4 000 diplômés du supérieur entrent sur le marché du travail sans qu'il y ait d'emplois à leur proposer (2).

Cette situation est directement imputée à « l'État-PS » qui, selon eux, n'investit les ressources nationales (notamment l'aide extérieure évaluée à 20 millions de FF) qu'en fonction de ses propres besoins et de ses réseaux de clientèle, au lieu de travailler à l'intérêt général.

Même s'il est juste de souligner que les jeunes font, un peu facilement, de l'État le responsable quasi exclusif de leurs problèmes, leur colère tend également à s'exprimer vis-à-vis de l'inertie et de la sclérose du système qui empêche l'initiative individuelle. Une partie des jeunes dans les villes, surtout chez les diplômés, affichent volontiers (verbalement) une envie d'entreprendre, de créer mais affirment se heurter à un mur lorsqu'il s'agit de s'accorder avec les pouvoirs publics pour lancer leur affaire. Beaucoup plus inquiétant que la fermeture de la fonction publique, ce phénomène accentue le divorce entre les jeunes et le régime d'Abdou Diouf. Ainsi le « scandale des maîtrisards » fit grimper la tension à Dakar : les jeunes diplômés avaient été encouragés par les autorités à concevoir et élaborer des projets de toute sorte, avant de se faire déposséder purement et simplement par ces mêmes

autorités qui redistribuaient les bons dossiers aux proches et aux clients privilégiés.

Les mouvements associatifs de jeunes dans les quartiers ne parviennent pas non plus à se développer comme ils le souhaiteraient car l'obtention de quelque soutien matériel au moment de leur expansion, est assujettie à l'adhésion au mouvement des jeunesses socialistes. Un acte considéré par la plupart des jeunes de la plus haute trahison.

Alors, autour du thé pris entre amis, les jeunes urbains, révoltés mais très attentistes, entretiennent cette haine du pouvoir en place et perpétuent l'idée que seul un changement à la tête de l'État déblocquera leur situation.

#### **« L'État-PS » responsable du déclin du Sénégal**

La période de campagne électorale amène les jeunes à ne pas s'appesantir uniquement sur leur cas personnel, mais à se montrer également très inquiets quant à l'évolution du pays dans son ensemble. Le bilan de la politique générale du régime d'Abdou Diouf dressé par ces jeunes est, de façon catégorique, le plus mauvais qui soit.

Si le Sénégal est frappé par une grave crise économique et sociale qui ne cesse de s'amplifier depuis une décennie, les jeunes l'expliquent par l'inertie gouvernementale, par la corruption des relais locaux du pouvoir, par tous les détournements de fonds et d'énergies qui

(1) *Sopi* = changement en wolof. « Sopi » est le slogan du Parti démocratique sénégalais (PDS), principale formation d'opposition dirigée par Abdoulaye Wade.

(2) *Le Témoin* (Dakar), n° 134, 23 février 1993, p. 3.

empêchent projets et programmes d'aboutir.

Les jeunes Sénégalais se montrent particulièrement outrés par le très grand nombre de projets lancés par le pouvoir dans le seul but d'obtenir des financements extérieurs, et dont le manque de suivi anéantit tous les bienfaits à court et moyen termes.

Au cours d'une discussion, chaque jeune est à même de fournir son exemple de réalisation mal faite ou aberrante, de dynamique stoppée en plein lancement faute de moyens ou de volonté politique des responsables. Ainsi, pour les jeunes, Abdou Diouf représente le prototype même de l'expert en mendicité internationale, perpétuellement à la recherche de nouvelles ressources financières de l'étranger, et ce afin d'alimenter ses vastes réseaux de clientèle au lieu de travailler au développement du pays.

Cette constatation ne fait que renforcer la colère des jeunes Sénégalais qui affirment que leur pays regorge de potentialités inexploitées ou détournées de l'intérêt général. Il est d'ailleurs hors de question pour un jeune Sénégalais de tolérer que l'on dise de son pays qu'il est pauvre.

Il est, à cet égard, très significatif de relever chez les jeunes urbains une certaine amertume teintée de honte lorsqu'ils rappellent que leur pays était le fleuron économique et politique de toute l'Afrique de l'Ouest par le passé. Il leur est inacceptable de constater que certains États de la région les ont dépassés ; ils sont blessés dans leur fierté et ne pardonnent pas au régime en place depuis trois décennies, d'avoir dilapidé le capital de départ le plus important de toute l'Afrique de l'Ouest au niveau des infrastructures héritées de la période coloniale.

Le sentiment que toutes les infrastructures sont laissées à l'abandon et décrépissent au fil du temps est particulièrement sensible dans des villes comme Thiès, Saint-Louis ou Ziguinchor dont le déclin, très visible extérieurement, est causé par la centralisation outrancière des sphères économiques, financières et politiques à Dakar. Les édiles locaux sont parmi les personnes les plus méprisées par les jeunes urbains qui ne se privent pas de rappeler, par exemple, que les maires de Saint-Louis et de Ziguinchor vivent en permanence dans leur résidence principale dakaroise où ils s'occupent exclusivement de leurs affaires personnelles. Ces responsables incarnent, aux yeux des jeunes, l'image parfaite des parasites corrompus qui profitent de leurs liens avec le régime sans esquisser le moindre effort pour « leur » ville. Il est intéressant de souligner à cet effet que seul le maire de Dakar, pourtant haut responsable du PS, trouve quelque grâce aux yeux des jeunes qui lui reconnaissent à la fois des compétences et un certain dynamisme : mais il s'agit du maire de la capitale où la majeure partie des ressources du pays sont concentrées.

Pour toutes ces raisons, les jeunes Dakarais, Thiessois, Saint-Louisais... n'accordent plus aucune confiance au pouvoir en place dont ils fustigent la nature autocratique et anti-démocratique.

**« Le Sénégal n'est pas une démocratie »**

Si les jeunes urbains reconnaissent qu'ils vivent dans un pays où la parole est libre depuis fort longtemps, ils réfutent cependant l'image de modèle démocratique du Sénégal qui est largement diffusée

dans les médias et par l'étranger (en particulier en France).

Le régime d'Abdou Diouf est assimilé à une dictature non répressive : les fraudes électorales, les processus de décision et de nomination anti-démocratiques, la mainmise de l'État sur les médias audio-visuels constituent à leurs yeux autant d'éléments qui corroborent le caractère totalitaire mais pacifique du régime sénégalais.

Ce sont les élections qui reviennent le plus souvent dans les propos des jeunes lorsqu'ils veulent argumenter sur le fait que le Sénégal n'est pas une démocratie.

Le souvenir de la joute électorale de 1988 est ancré dans toutes les mémoires et chacun possède son anecdote sur les fraudes du PS lors de cette échéance. Beaucoup de témoignages de transfuges du PS, de personnes ayant eu un rôle précis durant les élections de 1988, sont parus dans les journaux indépendants : le constat est accablant pour le parti d'Abdou Diouf et personne, dans les zones urbaines, ne peut ignorer ce qui s'est passé à cette époque.

Là encore, la fierté des jeunes Sénégalais est mise à mal face à ce Président qui est à la tête de l'État depuis 23 années (11 ans Premier ministre et 12 ans président de la République). Alors que les voisins maliens, que les Béninois, les Nigériens, les Congolais ont démocratiquement mis à la retraite leurs vieux despotes, eux, les jeunes de ce « pays-modèle » qu'est le Sénégal, se trouvent toujours confrontés en février 1993 à un Président qui veut s'accrocher au pouvoir, par tous les moyens, jusqu'à l'an 2000.

Cette perspective est absolument insupportable pour tous ces jeunes qui aspirent à un souffle nouveau. Ils souhaitent plus que tout voir

partir Abdou Diouf au même titre que toute cette génération de chefs d'État usés mais encore au pouvoir tels que Houphouët-Boigny, Eyadéma, Bongo et Mobutu.

### **L'engagement des jeunes dans la campagne électorale**

Lors de chaque campagne électorale, les jeunes tiennent une place importante, dans les villes, en s'engageant avec leurs propres armes, leurs modes d'expression. Comme souvent au Sénégal, les jeunes scolarisés (lycéens et étudiants) furent les premiers à se mettre en action. La mobilisation des étudiants et lycéens débuta par un mouvement de grève déclenché dès la fin du mois de janvier dans plusieurs lycées des principales villes du pays, ainsi que dans les universités de Dakar et de Saint-Louis.

Les revendications avancées, notamment par les étudiants au sujet de la suppression des dérogations accordées aux recalés, masquaient difficilement la principale motivation de ce mouvement : augmenter la pression sur le régime d'Abdou Diouf en vue de l'échéance du 21 février.

L'engagement des jeunes scolarisés, comme en 1988, s'exprime massivement pour une destitution du locataire du Palais de l'avenue Roume (siège de la présidence) et le démantèlement de l'État-PS.

Il y a cinq ans, les étudiants n'avaient rejoint le très virulent mouvement des élèves d'alors qu'après la proclamation de la réélection d'Abdou Diouf, les troubles qui avaient suivi et l'arrestation d'Abdoulaye Wade.

En 1993, les étudiants sénégalais, et notamment la CED (Coordination des étudiants de Dakar),

ont affirmé dès le début de leur mouvement de grève, se mobiliser avant tout pour leurs conditions d'études jugées déplorables et les problèmes spécifiques à la vie universitaire.

Il demeure que parallèlement à ces revendications, et avec des interconnexions évidentes, des mouvements tels que la JPA (Jeunesse pour l'alternance) ou la CLE (Coordination Laye Espoir) (3) animaient les nombreux débats et assemblées générales qui se tenaient à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. De plus, la plupart des leaders syndicaux étudiants sont également représentants des partis politiques, en grande majorité d'opposition. A l'université, plus que partout ailleurs, le syndical et le politique sont tellement imbriqués qu'il est très difficile d'établir une frontière étanche entre les deux.

La colère des lycéens est, elle aussi, éminemment politique, beaucoup moins structurée et plus spontanée, mais peut-être plus percutante avec des manifestations très musclées où l'on n'hésite nullement à incendier quelques voitures « Abdou-Diouf », ces véhicules de l'administration immatriculés A-D.

Le mouvement lycéen est plus ouvertement lié à l'approche de l'élection présidentielle et, malgré des revendications précises (équipement insuffisant, bourses, terrains de sport, réparation du matériel), les jeunes élèves avouent surtout chercher à porter des coups au pouvoir en place qu'ils estiment incapable de leur offrir un avenir après leur bac.

La répression des forces de l'ordre, comme lors de l'intervention brutale des GMI (l'équivalent des CRS en France) le 11 février à l'intérieur du lycée dakarais Blaise Diagne, alors que les lycéens se réunissaient pour discuter de l'oppor-

tunité de lever le mot d'ordre de grève, ne fit qu'accentuer la rupture totale entre ces jeunes et le pouvoir en place.

La violence, récurrente depuis l'explosion de colère de l'après-scrutin en 1988, constitue dès lors une forme privilégiée d'expression pour les élèves auxquels viennent fréquemment se joindre nombre de jeunes survivant grâce à la « débrouille », en marge du système scolaire.

Mais qu'il s'agisse de la mobilisation militante des étudiants, du bouillonnement des lycéens ou des actions des autres jeunes urbains, l'aspiration très largement majoritaire de la jeunesse se concentre sur l'objectif prioritaire d'obtenir le départ d'Abdou Diouf pour entamer un réel « sopi ».

#### *Le doyen des candidats incarne l'aspiration des jeunes...*

Le besoin crucial d'alternance exprimé par les jeunes urbains a conduit ceux-ci à se rallier au candidat jugé le mieux placé pour battre Diouf, à savoir Abdoulaye Wade, le président du PDS (Parti démocratique sénégalais), l'éternel opposant depuis 1974.

Le choix du « sopi » ne correspond cependant pas à une adhésion idéologique au programme du leader du PDS, car la nature de la politique que mènerait « Laye » Wade en cas d'alternance ne constitue pas le facteur déterminant du positionnement des jeunes urbains.

Le raisonnement de ces derniers s'articule autour de l'idée qu'un changement à la tête de l'État suffirait en lui-même pour débloquer la situation actuelle. L'alternance est

(3) Laye est le diminutif courant pour désigner Abdoulaye Wade.

devenue pour ces jeunes l'objectif principal à atteindre, ce qui les amène à se déterminer plus de façon stratégique que politique.

L'observateur extérieur peut, au premier abord, s'étonner de voir déferler la « vague sopiste » chez les jeunes alors que, d'après leurs critiques et la radicalité de leurs propos, on trouverait logique qu'ils accordent leurs faveurs aux deux énergiques et jeunes candidats de la gauche radicale, Landing Savané (And Jéff) et Abdoulaye Bathily (Ligue Démocratique).

Crédités tous deux d'une bonne campagne par les médias et les observateurs, ils recueillent souvent la sympathie d'un grand nombre de jeunes qui n'hésitent pas à affirmer que l'un d'eux sera le Président de l'an 2000. Mais en février 1993, les jeunes choisissent de façon très pragmatique le vieux routier de la politique, celui qui a déjà fait trembler Abdou Diouf en 1988 et qui apparaît comme le seul capable de renverser le candidat-président.

La cristallisation de la haine à l'encontre de l'État-PS débouche sur le détournement d'une bonne partie des jeunes, surtout parmi les scolarisés, du pôle progressiste et radical Savané-Bathily, et les amène à privilégier le vote « utile », le vote Wade.

Persuadés que ce dernier est le seul espoir de faire chuter Diouf, les jeunes minimisent facilement la participation de leur « héros » au gouvernement d'Abdou Diouf (de mars 1991 à septembre 1992), pourtant considérée en son temps comme une véritable trahison.

Bien sûr, pour étayer leur choix du sopi, les jeunes affirment que le programme du PDS, la stature d'expert international de Wade, la qualité de plusieurs personnalités de

son entourage sont autant d'atouts qui militent pour un tel vote.

Cependant, certains d'entre eux révèlent que s'ils votent « utile », donc Wade, lors de la présidentielle, ils pourraient, dès les législatives de mai 1993, reporter leur choix sur des candidats peut-être plus proches de leurs aspirations politiques réelles.

De même, un certain nombre de jeunes affirment que si Wade est élu, un précédent d'alternance sera ainsi créé, et donc qu'il sera plus facile de le destituer démocratiquement s'il ne leur donne pas satisfaction.

En définitive, si les jeunes des villes se sont regroupés massivement derrière la bannière du sopi, c'est essentiellement pour donner le plus de poids à leur volonté d'exercer un vote-sanction très clair à l'encontre du PS et de son Président.

### ***Les limites de l'optimisme forcené des jeunes sopistes***

Au fur et à mesure que l'échéance du 21 février se rapprochait, une formule très significative fleurissait dans les journaux pour qualifier le comportement des jeunes dans les villes : « plus optimiste qu'un sopiste, tu meurs ! ».

Les jeunes urbains, véritable vivier du sopisme, affichaient une confiance totale dans l'issue du scrutin. Ce sentiment de force, particulièrement impressionnant pour l'observateur extérieur, résulte d'un ensemble de facteurs qui ont pour conséquence de faire perdre aux jeunes toute prudence et ne leur permet pas de saisir les limites intrinsèques de leur mobilisation.

L'optimisme forcené des jeunes s'appuie sur des images et sur des chiffres.

Les images, diffusées à la télévision des meetings géants du candidat Wade, drainant des dizaines de milliers de personnes à travers le pays, auxquelles s'ajoutent de nombreux commentaires et rumeurs sur les difficultés d'Abdou Diouf à réunir autant de partisans dans certaines régions, leur procurent la certitude que la popularité de leur très charismatique candidat ne peut être battue lors du vote.

Conscients au travers des discussions incessantes que dans leur immense majorité ils penchent pour le *sopi*, les jeunes tirent partie de leur part prépondérante dans la population sénégalaise (environ 65 %) pour se convaincre que la victoire ne peut leur échapper.

Cette confiance exagérée dans la force de la jeunesse leur fait oublier plusieurs paramètres très importants.

Le premier réside dans le fait que la mobilisation démonstrative des jeunes en faveur du *sopi* dépasse largement l'électorat réel, c'est-à-dire l'ensemble des personnes inscrites sur les listes et détentrices d'une carte d'électeur.

Malgré l'abaissement de l'âge minimum pour voter de 21 à 18 ans en 1993, seuls 2,5 millions de Sénégalais étaient régulièrement inscrits sur un potentiel national estimé, du fait de cette mesure, à 4 millions. De nombreux jeunes, notamment parmi les plus farouches partisans de Wade, avouaient avoir « oublié » de s'inscrire ou de faire les démarches nécessaires pour obtenir leur indispensable carte d'identité !

Ce facteur révèle que la formidable mobilisation des jeunes s'est faite dans les dernières semaines, voire les derniers jours précédant le scrutin. Le manque de travail de sensibilisation en profondeur qui en résulte, incombe principalement aux

partis d'opposition qui n'ont pas su ou voulu se mobiliser dès la période, pourtant cruciale, d'inscription sur les listes électorales (juin 1992-janvier 1993).

Il ne faut pas non plus négliger le prisme déformant de la réalité urbaine dont les caractéristiques ne sauraient s'imposer à l'ensemble du pays.

Il était certes particulièrement difficile, au vu de l'atmosphère régnant à Dakar en ce mois de février 1993, d'imaginer que Diouf puisse être réélu au soir du 21. Mais la capitale, sans minimiser le symbole qu'elle représente, ne couvre que 18 % de l'électorat sénégalais, et chacun sait combien le vote des campagnes, qui demeure assez conservateur, est plus facilement contrôlable (et manipulable) par le pouvoir en place.

Ainsi les jeunes *sopistes* des villes se sont laissés emporter par l'ivresse visuelle d'une campagne enthousiaste et démonstrative, sans vraiment chercher à vérifier que tous les paramètres qui contribuent au résultat d'un scrutin présidentiel étaient effectivement réunis pour la victoire de « Laye ».

Leur optimisme forcené les conduisit à formuler des analyses définitives : ils considéraient qu'Abdou Diouf ne pourrait être réélu qu'en organisant des fraudes massives (hypothèse assez vraisemblable au vu du mécontentement généralisé au Sénégal) et donc promettaient une véritable « intifada » si tel était le résultat du scrutin du 21 février !

*Post-scriptum* : Le 13 mars 1993, après trois semaines d'attente nerveuse, de tension (renforcée par le début du ramadan), de blocage institutionnel des dépouillements, de guerre des communiqués et de révélations sur les fraudes, les résultats

officiels donnant la victoire à Abdou Diouf ont été publiés.

En dépit de quelques manifestations plus ou moins virulentes durant les trois soirs qui ont suivi la proclamation des résultats, les jeunes n'ont pas provoqué la grande révolte que l'on pouvait craindre. Les étudiants dakarois, refusant le spectre de l'année blanche, tout comme les lycéens, ont repris les cours, imités un peu plus tard par ceux de Saint-Louis.

Malgré leur profonde colère et leur sentiment d'avoir été une nou-

velle fois « volés », les jeunes reportent leurs espoirs sur les élections législatives de mai, véritable second tour de l'élection présidentielle.

La jeunesse urbaine du Sénégal s'est ainsi montrée plus patiente en 1993 qu'en 1988, peut-être aussi plus résignée, mais elle demeure une véritable poudrière si les perspectives de changement dans l'avenir ne sont pas clairement et rapidement mises en lumière.

*Jérôme Gérard*

## La démocratie aux champs : les présidentielles d'octobre 1992 au Nord-Cameroun

**Q**UAND on parcourt l'abondante littérature sur le processus de démocratisation en Afrique noire, on est frappé par l'absence d'analyses du fonctionnement de la démocratisation au niveau local : cantons, villages, etc. Que pense l'électeur moyen de la floraison des partis ? Quelles sont les motivations qui influent sur son vote lors des élections ? Quels sont les enjeux des élections au niveau local ? On constate aussi que la littérature existante se focalise sur les activités de l'opposition et néglige les stratégies mises en œuvre par les anciens partis uniques pour rehausser leur popularité parmi certaines couches de la population.

Cet article veut combler ces

lacunes en analysant les élections présidentielles camerounaises du 11 octobre 1992, telles qu'elles se sont déroulées dans le département du Mayo Kani (auparavant Kaélé), dans la province d'Extrême-Nord. Les informations présentées ici ont été récoltées lors d'un séjour sur le terrain en novembre 1992.

### Rappel historique

C'est en 1990 que l'opposition contre le régime du président Paul Biya et son parti unique, le RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais), a commencé à s'organiser dans l'ouest du pays, sous la forme du SDF (Front social